

LEAP

THE NEXT STEP FOR EUROPE

LA NOUVELLE DÉCLARATION SCHUMAN

RÉDIGÉE PAR DE JEUNES CITOYENS EUROPÉENS



UN PROJET EUROPE POUR LES CITOYENS

Branche de financement: European
remembrance – The EU as a peace project



L'Europe pour
les citoyens

« Depuis la création de l'Union européenne, le projet européen a pour objectif de préserver et de promouvoir la paix entre les nations du continent. Ce n'est cependant pas le cas depuis que la guerre a éclaté entre l'Ukraine et la Russie, l'Ukraine ayant subi une invasion russe. Nous savons toutefois que des alternatives et des solutions aux conflits existent sans passer par la guerre et la violence. Même si c'est parfois complexe, des solutions pacifiques pour que chacun puisse vivre une vie paisible sont toujours envisageable.

Cela nécessite de continuer à renforcer et unifier l'Europe, dans de multiples domaines. Cela nous pousse également à réfléchir sur certains autres points qui pourraient contribuer à la vision globale de ce que pourrait devenir l'Union. Nous avons donc décidé de rédiger une nouvelle déclaration Schuman afin de se questionner sur ces points d'amélioration. C'est sur ce sujet que nous, les participants au projet LEAP, composés de citoyens de différentes nationalités, portugais, roumains, allemands et français, avons travaillé. Nous avons rédigé une nouvelle Déclaration Schuman développant trois principaux thèmes qui nous tiennent à cœur en tant que jeunes citoyens européens : Education, Solidarité et Participation Politique.

D'après nous, l'éducation et la manière d'enseigner doivent évoluer sur le fond, car les façons de penser et d'agir de la nouvelle génération évoluent à mesure que leur environnement et les défis auxquels ce dernier est confronté changent. Par conséquent, les approches pédagogiques doivent également évoluer et c'est le premier domaine que nous souhaitons aborder dans cette déclaration. Les jeunes Européens sont l'avenir de l'Europe, c'est pourquoi, en tant que membre d'une Union, chaque pays devrait s'efforcer d'offrir des possibilités d'éducation plus égales. Cela comprend la reconnaissance de la valeur des enseignants, des formateurs et des animateurs de jeunesse.

Le monde numérique se développe et évolue, ce qui affecte la vie des citoyens. Tous les citoyens de l'UE devraient pouvoir bénéficier d'une éducation numérique gratuite et accessible. Cela nous mène au thème de l'éducation informelle, de l'éducation non formelle et du droit d'avoir accès à l'éducation et à la formation sous toutes ses formes tout au long de sa vie, que ce soit à un jeune âge, étant un actif ou en tant que senior. L'enseignement professionnel doit également poursuivre son développement, en particulier dans les domaines prioritaires au niveau européen, tels que les emplois liés à l'environnement.

L'Europe a toujours été à l'avant-garde sur le plan économique et nous devons continuer de garantir cela sans compromettre nos droits sociaux et humains à l'échelle globale. Plus la place de la technologie grandit au sein du quotidien des citoyens, plus il devient important d'identifier les dangers pouvant en découler s'ils ne sont pas utilisés de manière responsable. En effet, les "fake news" et la désinformation sont une source de danger que les citoyens doivent être éduqués à identifier et à combattre.

Enfin, nous pensons que l'éducation civique est essentielle et devrait être renforcée pour que les jeunes citoyens se sentent prêts à entrer dans l'âge adulte, non seulement en termes de valeurs, mais également en termes d'aptitudes et de compétences réelles qui sont appliquées dans la vie quotidienne telles que déclarer ses impôts, postuler à un emploi, louer un bien immobilier, etc.

En tant que jeunes citoyens européens, nous souhaitons faire partie d'une Union dans laquelle aucune distinction n'est faite lorsqu'un acte de solidarité est nécessaire. Le concept de solidarité est vaste et devrait s'appliquer à tous les aspects de la vie et devrait peser plus dans la balance décisionnaire que la rentabilité économique. Qu'un pays ait besoin d'aide, qu'il soit géographiquement proche ou lointain, qu'il soit un partenaire économique ou un allié politique, nous pensons que l'Union doit aider les populations dans le besoin. Aucun pays, ni ses citoyens ne devraient être laissés pour compte en cas de besoin.

La solidarité s'applique à la gestion de la crise environnementale et aux actions menées pour la combattre. Le combat ne doit pas être la responsabilité de certains citoyens, pendant que d'autres ne se sentent pas concernés. Nous devons être unis en tant qu'individus, ainsi qu'aux niveaux local, national et supranational, dans ce combat qui est le plus grand défi auquel l'humanité soit actuellement confrontée. Le soutien mutuel vers l'intérêt commun de vivre dans un monde en paix et prospère doit être notre objectif.

Le dernier domaine sur lequel nous nous sommes concentrés concerne la participation politique. De nos jours, en particulier pour les jeunes citoyens, il est non seulement important de voter mais également de pratiquer d'autres formes de participation politique, comme participer à des pétitions en ligne et débattre sur les réseaux sociaux. La pleine prévalence de cela a été observée pendant la guerre en Ukraine, où, indépendamment du fait qu'il s'agissait d'une période électorale, nous avons vu un grand changement dans les priorités politique des citoyens. Le soutien pour l'aide aux réfugiés et aux civils ukrainiens, et également le soutien aux forces armées ukrainiennes, a été présenté sur les plateformes de réseaux sociaux, et non par le biais d'un projet de loi, d'un vote ou d'une pétition officielle. Cela a montré l'importance de ces outils pour que les citoyens expriment leurs pensées et pour qu'ils pratiquent une citoyenneté active et une participation politique. Les formes de citoyenneté active et de participation politique pouvant être renforcées incluent :

- Forums de jeunes, conseils de jeunes, débats à haute fréquence et ouverts à tous ceux qui souhaitent participer indépendamment de leur participation politique antérieure, de leur affiliation à un parti et de leur appartenance à une société civile.
- Référendums, avant qu'une décision importante ne soit prise, ce qui signifie que si une décision politique a un impact particulier sur un groupe spécifique de personnes, ces dernières devraient avoir la possibilité d'exprimer facilement leurs opinions, ces derniers pris en compte menant à un impact réel.
- Des systèmes de "feedback", comprenant des formulaires en ligne, pour que les citoyens puissent exprimer ce qu'ils pensent des décisions les concernant, permettant plus d'opportunités pour exprimer ses opinions, plus riches qu'un vote oui/non ou un choix entre deux candidats.

Pour que cela et toutes les formes de participation politique fonctionnent correctement, nous devons améliorer la littératie politique et faciliter la participation et la réflexion critique des citoyens sur les processus de prise de décision, par des mesures telles que:

- Élargir Europe Direct, lui permettant d'être un outil pour améliorer la littératie politique, en particulier auprès des jeunes, car ils sont l'avenir de l'Europe. Permettre de former des jeunes à agir en tant qu'ambassadeurs de l'information dans leurs communautés locales, en collaboration avec les institutions et organisations d'information et de conseil de jeunes, instituts nationaux de la jeunesse et tous les acteurs impliqués pour apporter une information de qualité aux jeunes citoyens.
- Inclure la littératie politique dans les programmes scolaires, tout en facilitant la compréhension des procédures législatives et exécutives, en faisant des « traductions » de la prise de décision de manière claire et adaptée aux jeunes, avec des exemples qui permettent à tous, quel que soit l'âge et le niveau académique de comprendre les décisions qui les affectent, sans être familier avec l'argot politique, les abréviations et le langage complexe. Cela faciliterait l'accès à l'information et permettrait à tous les citoyens d'avoir une réflexion critique sur des sujets importants.
- Inclure davantage de représentants de la jeunesse au niveau local, régional, national et européen, en incluant des jeunes dans les listes électorales, à tous les niveaux, en abaissant l'âge requis et en combattant les préjugés contre les décideurs d'un âge plus jeune. Nous considérons honteux que dans une grande partie des pays européens, et dans les institutions européennes, il soit rare de voir des jeunes (jusqu'à 30 ans) ce qui n'est représentatif ni des tranches d'âge des électeurs ni de leurs besoins et désirs exprimés.
- Faciliter la création de partenariats avec les parties prenantes concernées, telles que, mais sans s'y limiter, le Conseil de l'Europe, et la mise en œuvre continue de campagnes (telles que "Democracy Here Now") pour travailler avec les jeunes afin de revitaliser la démocratie. La démocratie est notamment en danger en raison de la montée d'extrémismes politiques et de la prévalence de programmes populistes et nationalistes.
- Reconnaître l'importance des ONG, des organisations à but non lucratif, des mouvements civils, des associations d'étudiants, des instituts, des fondations, des militants, parmi d'autres acteurs de la société civile ayant une importance clé dans la mise en œuvre des politiques européennes. Insister sur la nécessité de consulter ces acteurs afin de pouvoir mieux légiférer dans leurs domaines d'expertise.

La démocratie et la paix ne doivent pas être prises pour acquies, il y a 70 ans, Robert Schuman s'en est rendu compte. Si nous, en tant que citoyens européens, ne voulons pas souffrir comme les générations précédentes et souhaitons éviter les guerres en Europe comme Schuman l'a également voulu, alors nous devons valoriser la citoyenneté active, l'éducation et pratiquer la solidarité. Robert Schuman s'est efforcé d'agir concrètement dans sa déclaration et nous sommes en ligne avec cette idée car nous pensons que les citoyens devraient utiliser tous les outils disponibles, et en créer de nouveaux, afin de s'assurer que nos gouvernements, nos exécutifs et nos législateurs sont aussi représentatifs et responsables que possible.

Les participants au projet LEAP, jeunes citoyens d'Europe